Mercredi 31 octobre 1979 – No 1 158

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Lire en page 4
Usinor-Dunkerque
Une victoire de l'unité ouvrière

ALSTHOM

Frapper vite et fort

Alsthom St Ouen occupée, les actions de la grève sont en hausse à la bourse

Lundi midi, à l'heure où TF1 filme les cours de la Bourse, les grévistes des trois Alsthom St-Ouen ont réalisé une spectaculaire opération de popularisation. En perturbant l'opération des cours par une manifestation avec banderoles et papillons revendicatifs lancés à la volée, ils ont obligé la télévision et la grande presse à parler de leur lutte et à briser le mur du silence fait autour d'eux. En effet, la grande presse voudrait faire croire que le mouvement des Alsthom se limite à Belfort alors qu'il y a un certain nombre d'usines occupées ou en grève totale. Maintenant on parle davantage de la grève à St-Ouen. C'est une excellente façon de préparer la grande manifestation d'aujourd'hui de tous les Alsthom à Paris. Et précisément il est prévu qu'aujourd'hui, ceux de l'Alsthom St-Ouen iront sur le quai de la gare de l'Est accueillir notamment ceux de Belfort venus en train spécial. Voilà qui va contribuer à améliorer le rapport de force des travailleurs au moment où la direction se refuse toujours à la moindre concession. Hier après-midi, une rencontre a eu lieu entre les syndicats et le comité de grève et la direction. Cette rencontre n'a rien donné, la direction mettant toujours comme préalable à la négociation l'évacuation de l'usine, chose que les grévistes refusent évidemment à St-Ouen, sous l'impulsion du comité de grève et de l'intersyndicale. Avec un moral d'acier, gonflé à bloc par la réussite de l'opération de la Bourse, la grève s'organise de mieux en mieux.

Voir page 3

La conférence humanitaire sur le Cambodge

SUR proposition de la France, une conférence centrée sur l'aide humanitaire au Cambodge se tiendra le 5 novembre à New-York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU.

Pour éviter un débat sur la question de la représentativité du Cambodge, la conférence envisage de ne pas inviter de délégation gouvernementale cambodgienne, mais seulement les Croix-Rouge de chaque partie (la partie sous contrôle vietnamien et la partie sous contrôle de la résistance cambodgienne).

Cette position qui peut paraitre ambigüe n'est pas forcément déterminante. D'abord parce que la question politique de fond sera de toute façon l'objet d'un prochain débat à l'ONU, le 12 novembre, sur proposition de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est.

Ensuite, parce que, même sur la seule question humanitaire, le Vietnam et les autorités de Phnom-Penh ont des exigences politiques qui montrent qu'ils ne considèrent cette aide que comme un marche-pied politique pour une reconnaissance diplomatique du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh.

Par exemple, Hanoï exige que ce soit une délégation gouvernementale de Phnom-Penh (et non de la Croix-Rouge) qui participe à la conférence.

On sait aussi qu'il refuse toute aide humanitaire aux zones de maquis, ainsi qu'un passage de l'aide par route depuis la Thaïlande, à travers l'ouest du Cambodge, comme l'avaient proposé les sénateurs américains en visite à Phnom-Penh.

La conférence du 5 novembre cédera-t-elle ou non à toutes ces pressions ou bien maintiendra-t-elle la position adoptée jusqu'ici par la Croix-Rouge internationale et l'UNICEF (aide à *l'ensemble* de la population et contrôle de la distribution finale de l'aide) ?

C'est de la réponse à ces questions que dépendra le succès ou l'échec de la conférence.

Claude LIRIA

La politique d'agression du Vietnam en accusation

Déclaration de la Chine sur son soutien à la Thaïlande, nouveau bombardement vietnamien en territoire thaïlandais, réaction de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, appel de la Thaïlande à l'ONU, mise en état d'alerte des forces armées laotiennes : les répercussions de l'invasion du Cambodge par les forces armées vietnamiennes ne se limitent pas à ce seul pays.

DEPUIS un quinzaine de jours, la Thaïlande, qui a ouvert ses frontières aux colonnes de réfugiés cambodgiens pourchassés par l'armée vietnamienne et la famine, est l'objet de menaces orales de la part du Vietnam. Parfois également, des obus meurtriers sont tirés par l'armée vietnamienne sur les camps de réfugiés situés en territoire thaïlandais. Ce qui est ni plus ni moins qu'une violation de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la Thaïlande.

JUSQU'OU IRA LE VIETNAM ?

Cette situation inquiète beaucoup les pays de la région, et en premier lieu la Thaïlande, qui se demandent jusqu'où le Vietnam est décidé à aller, pour venir à bout de la résistance cambodgienne.

Dans une lettre adressée à l'ONU, la Thaïlande demande qu'une mission d'enquête permanente soit envoyée à la frontière thaïlandaise pour voir qui est responsable de la dégradation de la situation, la Thaïlande ou le Vietnam ?

Dimanche 28 octobre, au cours d'une rencontre avec le président de l'Assemblée nationale thaïlandaise, le dirigeant chinois Deng Xiaoping a déclaré : *« Le gouvernement et le peuple chinois prendront toutes les mesures qui s'imposent pour soutenir la lutte menée par le Kampuchea démocratique et toutes les autres forces patriotiques cambodgiennes contre les agresseurs vietnamiens. Si le Vietnam attaque les pays de l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique), la Chine se rangera du côté des pays de l'ASEAN. Si le Vietnam attaque la Thaïlande, la Chine se rangera du côté de la Thaïlande ».*

Cette mise en garde fera-t-elle réfléchir le Vietnam, avant que, poussé par une logique démentielle, il n'en arrive à attaquer tous ses voisins ? En tout cas, on sait que la Chine n'a pas l'habitude de parler pour ne rien dire...

RÉACTION DES PAYS D'ASIE

Hormis la Thaïlande, les autres pays de l'ASEAN ont aussi réaffirmé fermement leur souci d'indépendance et leur soutien à la résistance cambodgienne. C'est le cas des Philippines dont le président a demandé aux autres pays de l'ASEAN d'envisager une action commune immédiate, *« en cas de nécessité »* à la frontière thaï-cambodgienne. Le ministre thaïlandais des affaires étrangères a, lui, déclaré que l'ONU doit honorer son engagement de maintenir la paix et la sécurité mondiales et qu'elle doit intervenir dans ce qui arrive au Cambodge.

Le ministre malaisien des affaires étrangères a de nouveau *« exigé le retrait des troupes étrangères du Kampuchea ».(...) « Nous avons maintes fois exprimé notre soutien au peuple kampuchea pour qu'il exerce ses droits de déterminer son propre avenir, sans intervention et influence de l'extérieur ».*

Le ministre des affaires étrangères de Singapour a demandé aux habitants d'être prêts à aider la Thaïlande : *« Une série d'événements pourraient se produire d'ici quelques années si notre peuple ne faisait pas attention. Ce qui est arrivé au Kampuchea pourrait avoir lieu ici. »*

Enfin, en visite aux Philippines, un dirigeant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que ce n'est qu'avec le retrait des troupes étrangères du Cambodge et la volonté de respecter l'intégrité de la frontière et de coopérer que le problème du Cambodge pourra être résolu pacifiquement.

Claude LIRIA

COREE DU SUD

Un enjeu pour l'impérialisme américain

La Corée du Sud a été transformée depuis les années 1950, depuis la guerre d'agression US, en une des plus importantes bases américaines à l'étranger : 30 000 soldats américains y sont basés en permanence, les ports et les aérodromes de ce pays sont à la totale disposition des forces américaines ; l'armée sud-coréenne, forte de 600 000 hommes, est étroitement dépendante de l'état-major américain.

Depuis l'arrivée de Carter au pouvoir, d'importantes dispositions ont été prises par la Maison Blanche : le président américain avait prévu de retirer la totalité des troupes américaines en Corée avant 1982. Le corollaire en était que la capacité de combat de l'armée coréenne soit relevée, grâce à un accroissement des livraisons militaires et un resserrement des liens avec l'armée américaine. Un crédit américain de 2 milliards de dollars a déjà été alloué pour des achats d'armes par la Corée. Le ministère US de la Défense a rendu officielle son estimation selon laquelle de nouveaux contrats d'un montant de 1,79 milliard de dollars seraient vraisemblablement signés pour l'année 1980 : la Maison Blanche souhaiterait en outre qu'une aide militaire de 225 millions de dollars soit approuvée par le Congrès au titre de «compensation pour le retrait des troupes américaines», alors même que leur retrait est suspendu. A Seoul, en novembre 1978, le ministre américain de la Défense, inaugurant avec Park Chung Hee les bâtiments du commandement unifié qu'il venait de mettre en place, témoignant de la volonté de l'impérialisme américain de perpétuer sa mainmise sur la Corée du Sud.

UN RETRAIT SUSPENDU

En juillet 1979, profitant de l'avion qui l'avait conduit au sommet occidental de Tokyo, Carter se rendait à Seoul, où il annonçait la suspension du retrait américain. Environ 2 000 soldats avaient été retirés depuis la décision de 1976, alors que d'après les prévisions, 3 400 auraient dû l'être en 1978. Le motif sur lequel la décision de suspension est fondée reposait sur une estimation selon laquelle les forces de la République populaire et démocratique de Corée auraient considérablement augmenté. Les estimations mises en avant par la CIA servaient à justifier la décision américaine de suspension du retrait aussi bien que l'exigence que Carter émettait, et que Park Chung Hee appliquait, d'accroître le budget de guerre de la Corée du Sud.

En 1980, selon les prévisions, la Corée du Sud augmentera ses dépenses militaires de 32% par rapport à 1979. Celles-ci absorberont 6,7% du budget de l'Etat.

Les décisions prises par Carter au début de sa présidence n'ont pas réduit les troupes de combat stationnées en Corée. Elles ont, par contre, renforcé considérablement l'armée coréenne et resserré l'emprise américaine sur celle-ci.

Manifestation d'étudiants en Corée du Sud pour la démocratie et la liberté.

UNE SITUATION QUI S'EST PROFONDEMENT MODIFIEE

Les causes de la décision de suspension du retrait américain prise par Carter en juillet sont de plusieurs ordres : tout d'abord, la situation militaire s'est sensiblement modifiée dans la région au cours même de la présidence de Carter : la flotte soviétique du Pacifique a désormais un tonnage double de celui de la VIIe flotte américaine, en deux ans l'aviation soviétique s'est accrue des deux tiers ; la présence soviétique s'est affirmée en Mer du Japon, l'installation de marines soviétiques dans les Kouriles a fait de ce potentiel énorme une force opérationnelle qui s'affiche. L'engagement soviétique au Vietnam et en Afghanistan a signifié la capacité soviétique et la volonté du Kremlin de s'imposer dans une région où, il y a moins de dix ans, les USA régnaient en maître, et où ils ont encore d'énormes intérêts.

Les conditions dont dispose l'impérialisme US pour faire valoir ses intérêts — autre raison — se sont modifiées : en particulier, la normalisation des relations avec la République populaire de Chine, et la rupture des relations officielles avec Taïwan qui s'en est suivie, ont rendu tout à fait aléatoire l'utilisation de l'importante base US que constituait l'île chinoise. L'un des moyens de pallier à l'effritement de la toute puissance US dans la région a pu sembler être la consolidation du «verrou coréen».

De plus, les modifications prévues par Carter concernant la Corée —telles que le retrait des troupes US — comme tous les choix que les Etats-Unis sont contraints d'opérer, soulèvent de violentes polémiques aux USA dans la classe politique, dans l'appareil d'Etat et l'administration elle-même. Ainsi, la décision de retrait avait été violemment critiquée par Haig, par exemple, alors qu'il était à la tête de l'OTAN.

DISTANCES VIS-a-VIS DE PARK CHUNG HEE

Dans le même temps, pour consolider ses positions en Corée, l'impérialisme US prenait certaines distances vis-à-vis de Park Chung Hee. Une violente attaque était menée contre le régime de celui-ci au Congrès américain : une enquête concernant les pots de vin versés par la Corée du Sud à des parlementaires US pour avoir leur soutien avait déconsidéré le lobby coréen au sein du congrès avant l'accession de Carter au pouvoir. En 1978, le Congrès suspendait pour un an «l'aide alimentaire» à la Corée du Sud en rétorsion contre les activités de la CIA coréenne aux USA.

En juillet 1979, Carter lui-même voyait la censure de Seoul interdire aux journaux de reproduire les propos qu'il avait tenus au cours de sa visite, où il demandait la levée de certaines mesures de répression ; il avait notamment exprimé «sa sympathie» pour les opposants emprisonnés avant son arrivée et demandé leur libération.

A l'occasion des récents incidents de Pusan, où des étudiants ont été sauvagement massacrés par l'armée, une réunion de très haut niveau s'est tenue autour de Carter ; elle décidait d'exprimer l'inquiétude des USA et de demander à Park d'assouplir son attitude, au moyen d'une lettre de Carter au Président coréen et d'une semonce de Vance à l'ambassadeur coréen. Elle décidait de suspendre les garanties que les USA donnaient pour les emprunts effectués par Park auprès de la Banque asiatique de développement.

Si la mort de Park Chung Hee se révélait ne pas être un de ces assassinats dont la CIA s'est fait une spécialité, il n'en resterait pas moins que toute l'attitude de l'administration américaine indique qu'elle était bien peu satisfaite de la politique de Park qui, en écrasant l'opposition, rend plus fragile le régime et rejette y compris des gens sur lesquels les USA espéraient pouvoir compter. Ainsi s'évanouit Park, créature de Washington, devenue encombrante. Pour autant, les problèmes ne sont nullement réglés, et la succession du dictateur peut donner lieu à des coups de théâtre liés à la situation extrêmement précaire qui prévaut en Corée du Sud et qui pourraient entrainer pour le peuple coréen de nouvelles souffrances dues à l'oppression américaine.

Grégoire CARRAT

ONU : débat sur le Sahara occidental

AU cours du débat à l'ONU sur le Sahara occidental, une quarantaine de pays ont déposé un projet de résolution en faveur des droits légitimes du peuple saharaoui à l'autodétermination, à l'indépendance sous la direction de son unique représentant : le Front Polisario.

D'autre part, le secrétaire général de l'OUA, Edem Kodjo, a condamné au nom de celle-ci *« la vente d'armes américaines au Maroc, en guerre contre le Front Polisario »*.

Par ailleurs, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Andrew Young, a également critiqué dans une conférence de presse à Washington, la décision américaine de vendre des armes au Maroc en déclarant : *« Donner des armes à l'un de nos amis, et ce faisant, s'aliéner deux autres de nos amis, et peut-être l'ensemble des Africains n'a pas de sens »*.

HR-QDP

Succès diplomatique de l'OLP en Europe

FAROUK Kaddoumi, chef du départemnt politique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), vient d'effectuer une visite fructueuse en Belgique et en Italie. A Bruxelles, le jeudi 25 octobre, après sa rencontre avec le ministre belge des affaires étrangères, il déclarait : *« Ma visite en Belgique et ma rencontre avec M. Simonet constituent une réconnaissance de fait de l'OLP »*.

Tout en disant que le problème de la reconnaissance officielle de l'OLP par la Belgique était prématuré, M. Simonet fait preuve de réalisme en déclarant : *« Il nous apparait que l'OLP est à l'heure actuelle le moyen par lequel s'exprime la volonté du peuple palestinien. Le problème de savoir si cela nous plait ou non doit être laissé de côté »*.

A Bruxelles, Farouk Kaddoumi s'est également entretenu avec Claude Cheysson, commissaire européen chargé du développement. Samedi 27 octobre, il était reçu par le ministre italien des affaires étrangères, M. Malfatti. L'entretien a été considéré de part et d'autre comme très positif. L'OLP a obtenu là aussi non une reconnaissance juridique (qui exigerait qu'il y ait des élections en Palestine), mais une reconnaissance politique du gouvernement italien.

Au risque de se retrouver demain à la traine des autres gouvernements de l'Europe de l'Ouest, le gouvernement français se doit aujourd'hui d'avancer franchement dans la reconnaissance de l'OLP.

D'autre part, Yasser Arafat a annoncé qu'il avait l'intention de demander aux chefs d'État arabes d'utiliser l'arme du pétrole comme moyen de pression sur les puissances occidentales.

HR - QdP

NOUVELLE-CALEDONIE (COLONIE FRANÇAISE)

Le front indépendantiste Kanak mène une campagne d'information

LE lundi 29 octobre, une délégation du Front indépendantiste de la Nouvelle-Calédonie, constitué par les cinq partis d'opposition lors des élections territoriales du 1er juillet dernier, a donné à Paris une conférence de presse. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une plus grande sensibilisation de l'opinion française et internationale à la juste revendication d'indépendance du peuple Kanak.

La délégation du Front revenait d'une mission à l'ONU, du 14 au 27 octobre, où elle était porteuse de la revendication d'indépendance. En effet, suite à la résolution adoptée par des Etats du Pacifique réunis aux îles Salomon du 9 au 12 juillet 1979, le comité de décolonisation de l'ONU examinera le dossier concernant la Nouvelle-Calédonie en janvier 1980.

HR - QdP

Portes ouvertes l'Alsthom-Savoisienne à St Ouen

SAMEDI et dimanche 27 et 28 octobre, les travailleurs en lutte organisaient une journée portes-ouvertes pour populariser leur mouvement.

Nous nous y sommes rendus dimanche. Derrière le grand portail, bariolé par de nombreux bombages quelques travailleurs, syndiqués et non-syndiqués, nous accueillent. « *Pour la visite attendez que d'autres arrivent pour former un groupe, un camarade vous accompagnera* ». En attendant, nous nous informons de l'état actuel de la lutte. « *Grand succès hier soir au gala de soutien* », nous répond ce jeune Algérien, l'oreille tendue vers un poste de radio. Il nous rappelle les différentes étapes du mouvement.

– Occupation de la chaudronnerie ;
– Blocage de la livraison du dernier transformateur par ces mêmes travailleurs ;
– Assemblée générale ;
– Création du comité de grève ;
– Vote sur l'occupation ;
– Nombreuses journées de popularisation en coordination avec d'autres entreprises de Saint-Ouen (SALTA, Chaix, Fenwick, Bliss, etc).

Il semble plutôt optimiste sur la poursuite du mouvement et nous propose finalement de nous accompagner.

Un camarade de la CGT prendra le relais. Il connait très bien l'usine. Nous comprenons entre autres que l'Alsthom-Savoisienne (une des trois succursales de l'Alsthom-St-Ouen) est importante par le nombre d'ouvriers qu'elle emploie, sa superficie, son importance économique.

Spécialisée dans la fabrication entre autres de transformateurs pour centrales électriques et nucléaires, elle vend à l'EDF et exporte dans le monde entier (Singapour, Chili, Iran, Afrique du Sud, Chine).

Son secteur clef est la fabrication des bobines et le montage des transformateurs. Elle assure aussi le travail de chaudronnerie mais envisage de confier ce secteur peu rentable à d'autres entreprises. On comprend ainsi que l'une des origines du mouvement soit venue de cet atelier.

Nous entrons enfin dans l'atelier. Là de nombreuses banderoles dénonçant les patrons mais aussi les cadres, des revendications sur les salaires, la semaine de 35 heures, de meilleures conditions de travail, 300 F en plus. Des ouvrières occupent également. Aujourd'hui l'une d'entre elle est assise devant un poêle car il fait froid. A côté d'elle, des enfants jouent. Il y a un mois, elle était peut-être parmi celles qui gainent les câbles de sortie des transformateurs.

L'usine est immense. De l'acier partout. De nombreuses machines-outils servant à cogner, plier, etc. En période d'activité, le bruit est à peine supportable. Au plafond des ponts portent de lourdes charges qui passent au dessus des têtes.

Dans d'autres ateliers les machines à pointer, symbole de l'exploitation capitaliste, sont mises hors d'usage. Les cabines des chefs sont bombées de slogans antiracistes et revendicatifs.

A la sortie, le groupe a grossi. La discussion est engagée.

Des ouvriers, militants CGT, CFDT sont présents. On les reconnait à leurs macarons sur la veste.

La nécessité de l'occupation dans la lutte est remise en cause par un ouvrier visiteur. Il est pour les grèves reconductibles car il pense qu'elles permettent une plus grande mobilisation.

D'autres s'informent sur la formation du comité de grève, son pouvoir, ses initiatives. Un vieil ouvrier réclame l'aide financière des syndicats pour les ouvriers en occupation. Un jeune interroge sur la solidarité des municipalité et des autres entreprises locales.

Les réponses apportées sont brèves et mettent toutes en évidence la nécessité de se syndiquer.

Le syndicat est l'outil permanent des travailleurs.

Le comité de grève ne peut avoir qu'une action ponctuelle (au moment de la grève seulement). Pour structurer la lutte en la coordonnant aux autres luttes du groupe Alsthom, le syndicat est mieux armé.

Une syndicalisation massive des travailleurs permet à elle seule de réaliser l'aide financière (par les cotisations) nécessaire pendant la grève.

Ainsi est brisée une arme majeure du patronat.

Le camarade de la CFDT souligne qu'une aide financière du syndicat, d'emblée, provoquerait une plus grande syndicalisation.

On apprend que des collectes sont organisées et que les municipalités locales apportent leur soutien.

Puis ils nous donneront des indications sur le fonctionnement de la grève : proposition de l'intersyndicale CGT-CFDT au comité de grève, discussions, propositions et retour à l'intersyndicale.

Ce comité est composé à 50 % de syndiqués et à 50 % de non-syndiqués.

Cette journée portes-ouvertes fut un succès. Pour nous, elle fut riche d'expérience et d'informations. La classe ouvrière apparait encore puissante dans le système capitaliste.

Bob REGARD
avec un habitant de St-Ouen solidaire de la lutte.

GROUPE ALSTHOM

Frapper vite et fort !

DEPUIS plus d'un mois maintenant s'est engagée dans le groupe Alsthom une grève d'une envergure sans précédent. 12 000 travailleurs sont en grève dans toute la France, 25 000 ont participé à la journée nationale du 18 octobre. Un tel mouvement d'ensemble n'avait jamais encore été vu dans le groupe Alsthom, réunissant ceux de l'Alsthom-Atlantique, d'Unelec, de la SAFT, de la CGEE, de Delle...

Jamais non plus l'unité syndicale n'avait été aussi forte. Partout où la recherche de cette unité s'est faite sur la base de l'aspiration des travailleurs à une lutte résolue pour obtenir les revendications, l'esprit de boutique a été balayé et la confiance des travailleurs renforcée.

Des formes de lutte qui frappent au point sensible : la caisse !

La direction est touchée à son point sensible, la caisse, par les formes de lutte adoptées par les grévistes : occupation d'usine, blocage de la production, blocage de matériel prêt à être livré, tout cela signifiant un manque à gagner et une immobilisation de capitaux considérables. Les actions de popularisation menées à Belfort comme dans le Gard (blocage des trains, occupation de différents bâtiments, prise d'antenne à *Radio Monte-Carlo...)* permettent aussi aux travailleurs de briser le mur du silence que le patronat voudrait dresser autour d'eux, et d'élargir la solidarité autour de leur lutte.

Si les Alsthom en sont venus à une lutte aussi résolue, c'est qu'ils étaient convaincus qu'il fallait frapper vite et fort, et que la direction, vu son intransigeance, ne pourrait reculer que face à un mouvement de grande ampleur.

Contre l'adversaire commun : la direction de la CGE

Même si on peut remarquer certaines différences – inévitables – dans les revendications des différentes usines en lutte, elles se rejoignent pour l'essentiel : il s'agit bien, en fait, de la riposte unie des travailleurs de l'Alsthom à une même politique patronale et gouvernementale. En trois ans de plan Barre et d'« austérité » pour les travailleurs en France, la perte de pouvoir d'achat pour ceux de l'Alsthom est considérable (du 10e au 28e rang en France pour les salaires) alors que pour les actionnaires, les bénéfices sont en constante augmentation (7,5 milliards déclarés en 1978, contre 6,9 en 1977). Ce n'est pas pour rien que le PDG du groupe, Ambroise Roux, est vice-président du CNPF et un des principaux inspirateurs de la politique antipopulaire de Giscard-Barre !

Aujourd'hui, alors que la lutte sur tout le groupe va entamer sa sixième semaine, il est plus vital que jamais de continuer à avancer dans ce sens, dans le sens du renforcement de l'unité d'une lutte résolue des différentes usines du groupe Alsthom.

– L'heure est à l'action, il faut frapper vite et fort, sans attendre, et sur l'ensemble du groupe. Plus nombreuses seront les usines Alsthom en grève avec des formes d'action efficaces, plus la lutte aura de possibilités de faire reculer la CGE et d'obtenir les revendications sur tout le groupe. Sous la direction de leurs syndicats, la lutte doit s'étendre et converger en un seul et grand mouvement.

– La coordination nationale de la grève a déjà permis les deux journées d'action nationale et aujourd'hui cette marche sur Paris. La marche sur Paris est un pas en avant dans le sens de l'unité de la lutte, car elle réunit tous les travailleurs du groupe contre l'adversaire commun, la direction de la CGE. Un pas de plus dans ce sens serait le renforcement de la direction de la grève par la mise au point d'une plate-forme revendicative commune à toutes les entreprises du groupe. Ne serait-il pas dangereux d'accepter de se battre usine par usine, face à un patron unique, qui pourrait alors engager toute une tactique de division et de démolition du mouvement ?

Frapper vite et fort, sans attendre, sur l'ensemble du groupe

Jamais un tel mouvement n'avait eu lieu sur l'ensemble du groupe, jamais les travailleurs n'ont eu de tels atouts pour faire plier la direction. Cet atout de l'unité, comment ne pas l'utiliser alors qu'il a fallu des années pour l'obtenir ? Il est certain que la direction de la CGE préférera négocier des revendications usine par usine pour diviser le mouvement, plutôt que s'affronter à un mouvement unifié sur des revendications communes et exigeant l'ouverture d'une négociation unique.

Maintenir et renforcer le mouvement actuel par la lutte unie, organiser la solidarité la plus large, y compris la riposte à une intervention éventuelle des flics à St-Ouen ou à Belfort, et sur la base du rapport de force établi dans la lutte, obtenir la négociation unique d'une plate-forme unique, voilà ce qui est nécessaire pour obtenir la satisfaction des revendications. Le PCML, quant à lui, fera tout ce qui est en son pouvoir pour contribuer à renforcer l'action, favoriser l'unité de lutte des travailleurs, que ce soit par son travail propre de Parti, par sa presse, ou par ses militants engagés dans l'activité syndicale dans le groupe Alsthom, et contribuer à élargir la solidarité populaire autour de la lutte.

La cellule d'Alsthom St-Ouen PCML
Le bureau politique du PCML

Le PCRml et le PCML soutiennent activement les travailleurs de l'Alsthom

A L'INITIATIVE des directions respectives du PCML et du PCRml, s'est tenue dimanche 28 octobre, une rencontres des militants des deux partis travaillant dans les usines Alsthom.

Cette rencontre a été l'occasion d'un échange de vue très constructif entre les camarades des différentes entreprises. Quoique fort modeste, les forces des deux partis sont pleinement investies dans la lutte, et dans le développement de la solidarité matérielle aux travailleurs de l'Alsthom. Cette rencontre a permis de mieux analyser le niveau de mobilisation dans les différentes entreprises engagées dans la lutte.

De cette rencontre, il ressort deux impérieuses nécessités :

– L'intransigeance de la direction Alsthom exige que l'ensemble des entreprises du groupe et de ses filiales mettent tout en œuvre pour accroître encore le rapport de force. Sous la direction de leurs syndicats, la lutte des différentes entreprises doit converger en une seule et grande lutte.

– Cette même intransigeance patronale exige un important effort de solidarité autour des usines Alsthom en lutte. Que ce soit dans l'ensemble du groupe, dans les régions ou localités où des usines Alsthom sont en lutte, en liaison avec l'ensemble des organisations syndicales, toute l'aide financiere et matérielle doit être apportée à cette grande lutte dont les travailleurs de l'Alsthom et leurs organisations syndicales sont les artisans.

USINOR-DUNKERQUE

Une victoire de l'unité ouvrière

DANS un tract distribué dans l'entreprise le 15 octobre et intitulé : *« Exclus et dissous à la CFDT, nous avons choisi... »*, les ex-militants cédétistes ont annoncé aux 11 000 travailleurs d'Usinor qu'ils venaient de décider de rejoindre la CGT.

Après avoir rappelé les six mois de conflit interne dans la CFDT, la dissolution et les exclusions, le Congrès de Brest où 157 syndicats leur ont apporté leur soutien, les exclus et dissous déclarent notamment : *« Après tout ce combat pour notre réintégration ; après avoir constaté que la dissolution et les exclusions de la CFDT d'Usinor-Dunkerque n'étaient dues qu'au recentrage de la CFDT que nous ne voulons pas subir ; après avoir porté plainte pour diffamation contre les accusations mensongères dont nous sommes la cible ; face au refus de la CFDT d'engager le débat sur le véritable mobile de notre exclusion, nous sommes obligés, exclus et dissous, d'envisager aujourd'hui comment continuer notre Combat Syndical avec les travailleurs.*

« Après débats et réflexions avec les travailleurs sur la manière la plus réaliste de continuer le combat dans l'usine, après deux assemblées générales, nous avons décidé de nous syndiquer tous à la CGT d'Usinor-Dunkerque : exclus et dissous.

Ce choix s'est fait après avoir envisagé et étudié toutes les solutions : que ce soit les autres organisations syndicales ou même la création d'un syndicat autonome.

Dans les conditions actuelles et compte-tenu de l'histoire du mouvement ouvrier à Usinor-Dunkerque, la solution qui nous est apparue la plus adaptée pour continuer à développer notre idée du syndicalisme est l'adhésion à la CGT d'autant plus qu'elle ne crée pas un facteur de division supplémentaire.

Dans la réponse à notre lettre ouverte, la CGT nous dit qu'elle nous accepte tous, qu'elle ne nous demande pas de renier ni nos combats, ni nos convictions ».

En décidant unanimement de rejoindre la CGT, ces syndicalistes ont su conduire avec succès leur lutte particulière contre les exclusions. Ces exclusions étant le prix qu'a fait payer la direction de la FGM pour imposer son acceptation de la restructuration dans la sidérurgie (la CFDT a signé la convention sociale dans la sidérurgie, acceptant ainsi 20 000 licenciements).

Tous ces travailleurs sont évidemment porteurs d'une expérience syndicale qu'ils entendent prolonger et approfondir ainsi que le dit leur tract : *« Il ne doit subsister aucune ambiguité de notre position ; nous avons eu des pratiques divergentes durant certaines luttes à Usinor-Dunkerque. Il n'est pas question pour nous de renier ce que nous avons fait. Nous pensons que malgré des divergences, il est possible que nous poursuivions ensemble la construction d'un syndicat, en l'occurence la CGT, dans lequel les travailleurs deviennent de plus en plus les maîtres de leurs actions ».*

Mais si, dans la sidérurgie, et particulièrement à Dunkerque, la ligne de recentrage a subi un échec, on peut en dire autant des tentations antisyndicales. *« A la limite,* me déclare Claude Bernard, *le syndicat indépendant m'aurait tenté. Il n'y a plus de divergences puisqu'on est tous seuls. Dans l'idéal, c'est sans doute correct de créer un nouveau syndicat mais, dans la pratique, c'est irréalisable. Les travailleurs ne se retrouvent pas dans des gens inorganisés, il ne se retrouvent pas non plus dans des trucs organisés au niveau local. A la CFDT, Maire embrasse Giscard et Bergeron. Alors la seule organisation de classe et de masse qui reste, c'est la CGT.*

La CGT a eu la pudeur de quitter la table de négociation quand les gars se faisaient matraquer par les CRS à Denain.

La CGT apparait comme l'organisation syndicale la plus à même de défendre les travailleurs ».

Quant aux premiers contacts entre les militants CGT et leurs nouveaux camarades, on les trouve de part et d'autres excellents. Certains en sont même surpris. Oui ! Le choix des anciens militants de la CFDT est le seul qui s'imposait, il permet aux sidérurgistes de Dunkerque de conserver leur potentiel syndical pour faire front face aux mauvais coups du patronat et du gouvernement ; il leur assure que ceux qu'ils ont désignés pour les défendre continuent leur tâche.

Dès que le tract était diffusé, un mouvement d'adhésions à la CGT a été enregistré dans les différents secteurs de l'usine. Depuis six mois, les travailleurs attendaient sans renier leur confiance.

Ce mois d'octobre 1979 restera pour tous ceux d'Usinor-Dunkerque marqué d'une pierre blanche.

Rémi DAINVILLE

Alsthom - St Ouen
Lors de la journée porte ouverte

C Photo Bob REGARD)

La cabine du chéfaillon raciste Martin... bombée de slogans revendicatifs et soudée.

PRUD'HOMMES

A 6 semaines des élections

QU'EST-CE QUE LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES ?

Ce sont des tribunaux composés paritairement de salariés et de patrons. Ces conseillers sont élus. Leur rôle est de concilier ou de juger les litiges *individuels* du travail.

C'est une conquête du mouvement ouvrier que le patronat n'a cessé de remettre en cause. De plus, aucun progrès n'a été réalisé depuis 75 ans alors que le Droit du travail a, lui, considérablement évolué.

Aujourd'hui, 83 000 litiges par an sont portés devant les conseils et des millions de francs sont récupérés par les travailleurs, notamment licenciés (90 % des demandes).

Mais six départements n'ont aucun conseil de Prud'hommes, 60 % des salariés ne relèvent pas des prud'hommes et doivent recourir aux tribunaux d'instance, les délais de jugements s'allongent (jusqu'à cinq années !) faute de moyens matériels et d'un nombre de conseillers en rapport avec la multiplication des violations de la législation du travail par le patronat.

De plus, les conditions du vote avant la réforme (le dimanche, dans un lieu différent de la résidence du travailleur) faisaient que seulement 300 000 salariés participaient sur les 4,5 millions d'électeurs potentiels.

LA REFORME DES PRUD'HOMMES

De nombreux projets se sont succédés, dont certains visaient la suppression des conseils.

En septembre 1977, il y a eu tentative de supprimer les élections prud'hommales, les conseillers auraient été désignés. Dans ce cas, de petits syndicats pratiquant ouvertement la collaboration de classe auraient bénéficié de sièges et la parité aurait de fait disparu. La CGT et la CFDT se sont opposées à cette manœuvre.

En 1979, une loi réformant les conseils de prud'hommes est votée au Parlement (le PCF et le PS ont tous deux voté contre).

Cette loi donne satisfaction sur quelques points aux organisations syndicales. Ainsi, 14,5 millions de travailleurs relevant du droit privé pourront voter aux élections du 12 décembre 1979. Et ces élections auront lieu sur le temps de travail et à proximité du lieu de travail.

Mais la loi ne réserve pas les candidatures aux seules organisations syndicales représentatives d'où la possibilité de candidatures soi-disant libres.

Une section encadrement et un collège cadres sont créés afin, sans doute, de pouvoir faire entrer parmi les conseillers salariés certains éléments dévoués au patronat.

Demain, le point de vue de notre Parti sur les enjeux des élections prud'homales.

FOYER DU 216 BIS RUE ST-DENIS

Les résidents exigent un relogement correct

LA Société Soundiata gère, à Paris et dans la région parisienne, 14 foyers où sont hébergés des travailleurs africains. Le foyer du 216 bis de la rue Saint-Denis (Paris 2e) est l'un d'entre eux. Fonctionnant depuis 1967, c'est un vieux foyer, sale car mal entretenu. Un relogement a été prévu par la Soundiata pour les 110 résidents, qui seraient d'accord sur le principe, mais certainement pas aux conditions que l'on veut leur imposer :

— Des loyers de 315 à 490 F, alors que chacun paie actuellement 105 F, ce qui est déjà beaucoup au vu de l'état des lieux actuel et des salaires très bas (moins de 2 000 F pour certains).

— Des chambres de trois lits dans une pièce de 25 m2 dans certains cas, ce qui est déjà le cas dans le foyer actuel.

— Pas de salles de réunion.

— Et enfin, et c'est important, le refus déjà annoncé de reloger des « clandestins » hébergés jusqu'à présent, sous le « prétexte » que 27 lits seraient réservés à la Préfecture dans le nouveau foyer situé dans le 19e arrondissement (rue de Lorraine).

Les résidents, et leur comité, ont donc refusé ces conditions en exigeant un relogement correct, des loyers raisonnables et pas de « laissés pour compte ». Réponse de la Soundiata : c'est ça ou l'expulsion !

C'est pour cela que les résidents du foyer souhaitent que s'exprime la plus large solidarité et demandent que de nombreuses personnes soient présentes ce mardi 30 octobre, au foyer à partir de 16 heures, date annoncée pour l'expulsion.

De nombreuses organisations ont déjà donné leur soutien : MRAP, PC, PS, UCFML, Permanence anti-expulsions, PCML, etc.

Correspondant Paris.

AVEC LE PARTI

BUTIONS.... CONTRIBUTIONS .... CONT

préparons le 4e Congrès — Tribune de discussion

« Une argumentation critique plus détaillée sur les thèses du PCF »

Samedi 15 septembre

Chers Camarades,

J'avais commencé à vous écrire à propos du rapport de Ph. Herzog devant le Comité central du PCF, et ainsi que des articles dans notre journal du 14 septembre sur ce même rapport et sur l'unité d'action. Il me semblait que n'étaient pas dénoncés suffisamment les axes et les raisons pour lesquelles le PCF prône l'unité d'action. De même les bases sur lesquelles notre Parti appelle lui aussi à l'unité d'action restaient trop floues, ce qui pouvait créer une fâcheuse confusion. L'éditorial de ce samedi répond à ces critiques en précisant bien ce qui nous différencie du PCF. Je crois qu'on ne rappellera jamais trop cette démarcation essentielle, surtout au moment où les camarades de notre Parti seront amenés à multiplier contacts, et espérons-le, unité d'action avec les militants du PC. A ce propos, je pense que le journal devrait fournir une argumentation critique plus détaillée sur les thèses du PCF. A la lecture de ce rapport, ce qui m'a frappé, c'est le langage « dur » adopté par le PCF : « *Un parti révolutionnaire de masse* », l'« *intervention directe des massses... pas de délégation d'Etat-major...* » etc. Je pense que ce langage peut tromper nombre de gens, et même laisser désemparés certains de nos camarades et sympathisants, surtout ceux qui sont dans la CGT où ce même type d'attitude et de langage sont adoptés.

Le rôle du quotidien serait d'armer les camarades en analysant de près sur quelles cibles PCF et CGT orientent cette tactique de lutte, qui peut ne pas être que des paroles...

D'autant plus que, si on ne démonte pas ces thèses, elles peuvent tout à fait bien influencer des militants de notre Parti et tout particulièrement ceux qui, nouvellement intégrés, sont syndicalistes CGT et n'ont parfois reçu qu'une formation CGT maison.

Par exemple, il serait bon de reprendre le texte même de Herzog en soulignant qu'il ne parle jamais de crise du système capitaliste, mais au contraire qu'il la camoufle en crise nationale, en insistant lourdement sur le fait qu'elle n'est pas une crise mondiale mais une crise nationale. Il faut dénoncer cette thèse de la « *stratégie du déclin* », de « *politique de renoncement délibéré à la croissance nationale* », « *d'un gouvernement qui compromet le progrès* ».

En contre partie, que propose le PCF comme objectif aux luttes des travailleurs ? « *Des changements démocratiques* » bien sûr... et le « *progrès en fait ! (...seule la lutte peut imposer aujourd'hui dans chaque entreprise publique les investissements et progrès techniques qui sont nécessaires pour le pays (!!!)... Développons l'action sur tous les terrains où c'est nécessaire pour développer les bases et les recherches énergétiques nationales... etc.).*

Les mots progrès, innovations avancées, etc., reviennent sans cesse dans le texte, le PCF faisant des progrès et du progrès technique une fin en soi, une notion neutre sans contenu de classe ou plutôt feignant de croire que le progrès résoudrait les contradictions de classe... Bref, il faudrait dénoncer la collaboration de classe qui consiste à donner aux travailleurs des objectifs qui visent à reconstituer un capitalisme « sain », « rationnel », tout comme lorsque le PCF incrimine le capital parce qu'il exporte ses capitaux, s'il les investissait en France, à la bonne heure ! Version moderne des formules de Thorez recommandant aux mineurs de retrousser leurs manches.

Outre cela, c'est une bonne occasion de montrer que l'analyse du PCF est contraire à l'analyse matérialiste, qu'elle nie les faits et falsifie la nature du capitalisme, qu'elle trahit les analyses de Lénine...

VISITE OFFICIELLE A BERLIN

Giscard réaffirme la nécessité de la présence militaire française

Enclavée au milieu de la RDA, disposant d'un statut particulier, Berlin a accueilli pour la première fois dans son secteur occidental un chef d'État français pour une visite de vingt-quatre heures. Tout en réaffirmant *« la nécessité de la présence militaire française »* dans un secteur clé, Giscard s'en est tenu à ses déclarations précédant son voyage en ce qui concerne la *« détente »*.

La visite officielle que Giscard vient d'effectuer à Berlin ne pouvait éviter d'aborder des questions telles que la sécurité en Europe et le désarmement, trois semaines après les déclarations de Brejnev et ses propositions de retrait symbolique tenant du chantage. C'est avec prudence que Giscard a abordé ces problèmes.

Dans une interview accordée à une chaîne de télévision de Berlin-Ouest, Giscard avait déclaré : *« Tout ce qui est réduction des effectifs et des armements va dans la bonne direction. Donc, à cet égard, on doit accueillir une telle proposition. »*

Dans son principal discours, de la journée, Giscard définit Berlin comme un *« élément essentiel de la détente et de la paix en Europe, après avoir été l'un des enjeux de la guerre froide »*.

Il a dans le même temps rappelé les engagements pris par la France aux côtés de ses alliés après la Deuxième Guerre mondiale et affirmé : *« Si les circonstances l'exigeaient, la France, comme par le passé apporterait sa contribution à la sécurité de Berlin. »*

Giscard devait axer l'essentiel de sa déclaration sur un bilan satisfait de l'accord quadripartite (URSS-USA - Grande-Bretagne-France) signé en 1971 qui consacrait alors la normalisation des rapports entre la RFA et la RDA. Cet accord s'il a permis un accroissement sensible des échanges entre les deux Allemagnes, a cependant été utilisé largement par la RDA et l'URSS pour tenter d'isoler au maximum Berlin de la RFA. Il a d'autre part servi la politique de *« détente »* inaugurée par l'URSS. Le président de la Chambre des députés, Peter Lorenz, a resitué cette visite dans le cadre de la *« pérénité des bonnes relations franco-allemandes »*, Giscard soulignant pour sa part la contribution de Berlin-Ouest à la Commuantué économique européenne, par l'intermédiaire de la RFA.

QDP-HR

Berlin-Ouest : un statut complexe et contreversé

La situation géographique, juridique et politique de Berlin-Ouest est complexe.

Géographiquement, Berlin-Ouest se situe au cœur de la RDA – et est entouré du mur construit par les autorités est-allemandes en août 1961.

Juridiquement, la situation est régie par plusieurs accords signés à la fin de la Seconde guerre mondiale et jusqu'en 1949, ainsi qu'en 1972. Officiellement, Berlin-Ouest n'est pas partie intégrante de la RFA, mais l'accord quadripartite de 1971 (signé par les USA, l'URSS, la France et la Grande-Bretagne) reconnait que les liens existant entre Berlin-Ouest et la RFA doivent être maintenus et développés. Mais dans la réalité, ces accords sont l'objets d'interprétations politiques diverses et contradictoires de part et d'autre.

Politiquement, Berlin-Ouest est, de par sa situation et depuis toujours, l'objet de la rivalité Est-Ouest. Pendant longtemps, l'Ouest a essayé d'en faire un centre de lutte économique et politique contre l'Est, mais actuellement l'URSS et la RDA essayent d'y prendre pied notamment en suscitant des accords qui lient Berlin-Ouest à la RDA.

Nous sommes tous concernés par la mort de Laurent

JEUDI 18 octobre, Laurent jouait dans la cour de récréation de son école Vigee Lebrun, à Paris, il meurt « accidentellement ». Des travaux étaient entrepris pour alimenter le groupe scolaire par le chauffage urbain. Un treuil fixé sur un camion a écrasé le petit Laurent.

L'année dernière, dans le 15e arrondissement, un enfant est mort, renversé par un automobiliste, à la sortie de l'école. Dans une autre école, un mur risque de s'effondrer. Les autorités officielles tentent d'accréditer la thèse selon laquelle les vrais responsables de l'incendie du CES-Pailleron, ce sont les enfants, etc.

A quand de véritables mesures de sécurité pour les enfants ? La section SNI du 15e arrondissement, l'union locale des conseils de parents d'élèves Cornec, le SGEN-CFDT du 15e et du 7e arrondissements exigent du conseil de Paris qu'il oblige les entreprises à effectuer les travaux pendant la période de vacances scolaires.

Ils exigent également que les vrais responsables soient poursuivis et que l'on ne se contente pas de condamner un « lampiste » quelconque.

N.V.

OUVERTURE DES MAGASINS LE DIMANCHE

« Des répercussions sur d'autres professions »

Finalement, le gouvernement semble avoir dû reculer, momentanément peut-être, au lendemain de la journée nationale d'action des employés du commerce : pour l'instant, il n'est plus question d'ouvrir les magasins le dimanche, c'est du moins ce qu'a affirmé Boulin, le ministre du travail dans une lettre envoyée à Bergeron, vendredi 19 octobre.

La veille, le jeudi 18 octobre, des manifestations rassemblaient dans toutes les grandes villes de France, les travailleurs du commerce : caissières de grandes surface, mais aussi dépanneurs des services après-vente, ou vendeur, unanimement opposés aux actuelles tentatives d'ouverture le dimanche.

A ROUEN, une manifestation organisée par la seule CFDT réunissait le matin entre 200 et 250 travailleurs et travailleuses devant le nouveau centre commercial St-Sever. Vu l'importance du chiffre, il s'agissait d'une grande première dans ce secteur où l'action syndicale a toujours été très difficile. Pour beaucoup c'était la première manifestation. Mais pour tout le monde, la détermination était la même : « Pas question de travailler le dimanche ! ». A la fin de la manifestation, Yolande Colleret, une responsable de la fédération CFDT du commerce, devait prendre la parole pour expliquer les mobiles de cette lutte et la resituer dans un contexte plus général, parlant en particulier des répercussions qu'aurait inévitablement pour d'autres professions l'ouverture des magasins le dimanche.

Serge FOREST

« Le patronat tente depuis plusieurs années d'aménager le temps de travail afin de disposer d'une plus grande souplesse d'utilisation des travailleurs au gré des nécessités du profit. C'est ainsi qu'il parle depuis longtemps de mettre en place un horaire annuel pour disposer plus librement des travailleurs en n'étant plus contraint à un horaire hebdomadaire maximum. S'appuyant sur le fait que déjà un quart des salariés travaille le dimanche, dans la chimie, le papier carton, les transports publics, les hôpitaux, etc. les patrons tentent d'utiliser différemment le temps des travailleurs et de remettre en cause les avantages acquis.

Les tentatives d'ouvrir le dimanche ne sont pas neutres. Le commerce est la profession où, sous prétexte du service au consommateur , ils semblait plus facile de faire passer la pilule et d'obliger les employé travailler le dimanche.

En fait, le commerce est la profession test pour une nouvelle organisation de la société. C'est dire l'importance de l'action des employés de commerce.

Car le travail le dimanche pour les employés du commerce aura des répercussions sur d'autres professions. Beaucoup d'activités tournent autour du commerce. Si les magasins ouvrent le dimanche, les entrepôts devront ouvrir le samedi pour les approvisionner. Dans les centres commerciaux, il y a des banques, des bureaux de poste, eux aussi devront ouvrir leurs guichets si les magasins fonctionnent.

Les prises de position des organisations de consommateurs, les actions menées depuis la rentrée contre l'ouverture le dimanche ont déjà permis un premier recul du gouvernement qui n'a pas déposé son projet de loi visant à l'ouverture le dimanche et qui a obligé le patronat à se prononcer pour le maintien de la législation actuelle : à savoir que les patrons doivent demander l'autorisation aux maires, aux préfets pour ouvrir le dimanche et que les pouvoirs publics sont obligés de consulter les syndicats avant de donner l'autorisation.

Ceci étant dit, tout n'est pas gagné : le code du travail, la loi, donnent aux patrons des magasins d'alimentation la possibilité d'ouvrir le dimanche matin. Certains commerces de meubles ont déjà obtenu l'autorisation d'ouvrir le dimanche toute la journée (...) Euromarché vient d'ailleurs d'annoncer son intention d'ouvrir le 23 décembre, le dimanche avant Noël.

C'est dire l'importance de la lutte que nous menons aujourd'hui non seulement par rapport à une proposition de loi qui, pour l'instant, n'est pas concrétisée mais par rapport à ce qui existe déjà actuellement (...).

Dans la région parisienne, près de 15 000 travailleurs se sont retrouvés le 21 septembre devant le ministère du travail. Les femmes y étaient présentes en masse.

Pourquoi ? Parce que, en particulier dans le commerce, la journée compte double pour elles. La vie qu'elles mènent est perturbée à cause des heures d'ouverture des magasins qui les font travailler à des moments de la journée ou de la semaine où, dans leur majorité, leurs parents et leurs amis sont libres.

Il faut savoir que le commerce est l'une des professions où les enfants doivent souvent être mis en nourrice pendant toute la semaine sans possibilité de visite ni le matin ni le soir à cause des horaires de travail. Comment trouver une gardienne qui accepte de prendre un enfant depuis 8 heures jusqu'à 22 h 30 et quels rapports, dans ces conditions, les parents peuvent-ils avoir avec les enfants ?

Les employées de commerce veulent voir grandir leurs enfants. Les femmes ne veulent pas voir leurs conditions de vie se détériorer alors qu'elles se sont déjà fortement aggravées ces dernières années, notamment en ce qui concerne la durée et l'organisation du temps de travail dans la journée et dans la semaine.

Soutien aux hospitaliers

LA cellule Fernand Yveton du PCML était ce dimanche sur le marché de Wazemme pour manifester son oppositon aux mesures gouvernementale sur la santé. Un tract distribué aux passants, rappelant ces mesures et appelant la population à soutenir les hospitaliers, les donneurs de sang en particulier et à protester contre les décisions scandaleuses du centre hospitalier régional de Lille (refus de transfuser du sang aux personnes considérées comme mourantes).

Le théâtre du Printemps interpréta plusieurs fois son sketch sur la santé et suscita de nombreuses réactions positives chez les habitués du marché — le plus important de Lille.

A l'issue du sketch, les membres de la troupe appelaient à signer une motion de protestation et de solidarité avec les hospitaliers. Une centaine de signatures furent recueillies en un peu moins de deux heures. Elles seront remises aux syndicats CGT et CFDT du CHR de Lille.

Le dimanche au bois

A l'initiative du projet gouvernemental autorisant l'ouverture des magasins le dimanche, la demande des marchants de meubles de Conforama en particulier. Leur idée : faire de leur magasin un but de promenade familiale du dimanche, remplacer la forêt par les allées bordées de bois stratifiés et étiquetés.

Bien vite, les grandes surfaces ont emboîté le pas, se proposant de faire miroiter aux yeux du consommateur l'idée enchanteresse de passer son dimanche après-midi entre les rayons de petits pois.

On comprend aisément que les travailleurs du commerce aient reçu le soutien de la plupart des associations de consommateurs dans leur lutte.

LUTTE DES AGENTS DE SERVICE (91)

L'ami des petites bêtes : le rectorat

Papiers gras, poussière, crasse se sont accumulés durant un mois au CES Montesquieu à Evry (91 – Essonne). Pourquoi ?

Les cinq agents de service de cet établissement se sont mis en grève dès le 20 septembre, pour obtenir du rectorat, trois autres agents supplémentaires.

A ce jour, les agents de service sont obtenu une promesse : la nomination d'un autre agent de service dans les dix jours et un autre encore, avant la fin de l'année civile.

La grève est donc suspendue, mais temporairement, prête à rebondir si le rectorat rebrousse chemin.

LA situation de ces cinq agents n'est pas un cas d'espèce. Dans tous les établissements scolaires, l'austérité est de rigueur : économie de bouts de chandelles sur les postes de professeur (imposition d'heures supplémentaires), sur le nombre de surveillants, sur les crédits, sur le matériel pédagogique, alors pourquoi pas sur le nombre d'agents de service !

Le rectorat passe outre ses propres règlements : le CES de Montesquieu avec ses 660 élèves justifierait le nombre de huit agents, mais si à cinq, ils peuvent couvrir le boulot de huit, pourquoi se gêner !

Le rectorat et l'inspection académique ont laissé se dégrader les conditions d'hygiène dans l'établissement au mépris de la santé des élèves — les petites bêtes pullulaient depuis la grève.

Mais la surdité et l'aveuglement du ministère de l'Education nationale ont pris fin, temporairement, grâce à la détermination des agents de service et au soutien massif des parents d'élèves (Cornec, Lagarde) et des enseignants dont particulièrement ceux du SGEN/CFDT.

Le 20 septembre, les agents se mettent en grève. Le 21, une délégation se rend au rectorat de Versailles, composée d'agents de service, de parents et d'enseignants. Le 29, les parents et les enseignants manifestent devant le CES en soutien aux agents.

Pendant ce temps, télégrammes, lettres et pétitions sont envoyés à l'inspection académique, au rectorat, au ministère de l'Education nationale et même à Giscard. Ce qui n'empêche pas l'autoséquestration de l'inspecteur d'académie le 1er octobre, fuyant la délégation. Et quand elle se rend au rectorat, le 17 octobre, les portes se ferment avec précipitation. Les enseignants qui avaient fait cours dans les couloirs et le hall moins sales sont sanctionnés. Toute journée de cours en dehors des locaux « normaux » est considérée comme journée de grève et donc non payée.

Aussitôt, les enseignants se mettent en grève. Le 20 octobre, les parents et les enseignants occupent les locaux ; évacués par la police, ils obtiennent néanmoins une entrevue avec l'inspection pour le 22 octobre.

A ce jour, donc, la grève des agents est suspendue, dans l'attente de la nomination des agents supplémentaires mais si celles-ci n'ont pas lieu, les agents redémarrent la lutte. C'est bien eux le moteur de l'action mais le soutien des enseignants et des parents est remarquable. Un dernier exemple de solidarité : la caisse de grève pour les agents. Une lutte unitaire, sur laquelle nous reviendrons dès que nous aurons les résultats des nominations ou de l'absence de nominations.

Nathalie VILLOTIERS

Faire à cinq le boulot de huit...

CSMF.
DECLARATION DU
DOCTEUR MONIER

Pas de nationalisation hypocrite

La convention nationale était négociée avec les caisses, puis approuvée par le gouvernement, lorsque celui-ci ne fixait pas, a priori le niveau des dépenses de l'assurance-maladie.

Contraindre la négociation à se dérouler entre les médecins et les Caisses, c'est en fait traiter les médecins comme s'ils étaient les *employés des caisses*, elles-mêmes chargées d'appliquer les décisions du gouvernement.

C'est la négation de toute concertation. C'est la condamnation de la convention. Après la tentative de nationalisation silencieuse de la médecine spécialisée lourde, le gouvernement choisit, apparemment, la nationalisation mesquine.

La Confédération réfute toute dérobade, toute hypocrisie. Elle n'accepte pas de négocier le statut des médecins par petites miettes. A situation grave, il faut une réponse nette et franche. La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) demande la réunion d'une *conférence nationale de la santé*.

Note : CSMF : Confédération des syndicats médicaux français.

BATIMENT,TRAVAUX PUBLICS

Vous avez un creux a l'estomac : mangez du ciment

Devant la crise (pas pour tout le monde, demandez voir à Bouygues comment il va) du bâtiment, le gouvernement va lancer un de ces plans de soutien dont il a le secret, je ne vous dis que ça...

Il prévoit en effet, le gouvernement, de faire un plan qui conduira à la consommation de 500 000 tonnes de ciment en plus. Cette consommation supplémentaire devrait intervenir en 1980 selon le syndicat national de fabricants de ciments et chaux.

Voilà une information en contradiction avec les déclarations de la Fédération nationale des travaux publics qui prévoit, elle, un recul de cette industrie pour la même année. D'ici à ce qu'il nous mette du ciment et de la chaux d'intervention il n'y a pas loin. Encore heureux s'il ne nous font pas bouffer leur sale mixture.

Enfin, laisse béton.

Effectifs en baisse

RIEN ne va plus dans le bâtiment et les travaux publics, dans les travaux publics en particulier. En un an (de septembre 1978 à septembre 1979), 6 000 travailleurs ont disparu des effectifs. Ils étaient encore 262 000 l'an dernier, ils ne sont plus que 256 000 cette année. Le nombre d'heures travaillées a baissé de 3,4 % pendant la même période. L'activité des chantiers a crû par contre de 9,8 % de janvier à août 1979, donc preuve en est qu'on travaille plus en étant moins. Mais, nous disent les madame Soleil des travaux publics, la situation va continuer à se dégrader.

Bref, une façon bien gentille de nous faire comprendre qu'il va falloir aller se faire voir ailleurs, bref il y aura encore et toujours plus de chômeurs dans la profession.

LE COLLECTIF D'AIX EN PROVENCE
CONTRE LES LOIS BONNET-STOLERU

Communiqué

A L'OCCASION de la campagne électorale municipale d'Aix-en-Provence, le tract dont vous trouverez ci-jointe la photocopie a été diffusé par un groupuscule d'extrême-droite (Le Parti des forces nouvelles) pour soutenir Joissains candidat UDF (élu).

Le tract intitulé : « *Halte aux anti-français* » comporte deux caricatures racistes et injurieuses à l'encontre des ouvriers maghrébins.

On ne peut laisser passer sans réagir une telle propagande haineuse ; elle participe au développement de tout un climat raciste et fasciste dont l'histoire a montré et continue de montrer les conséquences meurtrières.

De tels faits interviennent au moment où le gouvernement se propose de faire voter les lois Bonnet et Stoléru qui visent à faire de tout immigré un travailleur sans droit et menacé à tout moment d'expulsion ; et à diviser et affaiblir l'ensemble des travailleurs dans leur lutte.

Communiqué du Clei

LE 31 octobre, à l'audience de la Cour d'appel de Caen, comparaitront MM Carbonnelle, gérant du GLP*, Froment, directeur de fabrication de l'usine GLP, et Leroy, vétérinaire conseil chargé de la formulation.

Puis, ils devront répondre de l'accusation de « tromperie sur la qualité substancielle de la marchandise courant 1973-74 ».

Derrière ces trois personnes, il s'agit une nouvelle fois d'un problème de qualité de poudre de lait. En l'occurence le lait Blanvo fabriqué par le Groupement laitier du Perche. Seize éleveurs avaient porté plainte contre le GLP. Le juge d'instruction d'Alençon a inculpé pour fraude les trois principaux responsables de ce groupement.

Un premier jugement a été rendu à Alençon le 22 novembre 1978 qui relaxait les prévenus à la surprise générale. Pourtant, il faut dire que les faits sont troublants, que les incidents d'élevage portent sur 6 500 veaux atteints de diverses intoxications alimentaires qui se sont produits de 1973 à 1975. Les éleveurs ont subi des mortalités considérables, et nombre de veaux survivants ont été déclassés à l'abattage pour viande rouge.

Dans sont jugement, le tribunal d'Alençon dit entre autres surprises : « *La présence de fer dans les aliments n'est pas contre-indiquée et lui est même indispensable pour les sujets destinés à fournir ultérieurement de la viande de boucherie* ».

Les éleveurs ont fait appel ainsi que le procureur de la République, l'audience étant au 31 octobre 1979. Le CLEI* a décidé d'appeler à une manifestation ce jour-là en soutien au comité de défense.

Les éleveurs ont subi encore une fois un préjudice considérable qui porte sur plusieurs centaines de millions d'anciens francs. Ce dossier vient s'ajouter aux dizaines d'autres que nous connaissons déjà : tels que Wessafic, Prospérité fermière, Bridel, UFAC, Verrier, CANA, Onisvo, Guyomarch', ULN, ULDS, Sanders, etc.

Ce conflit concerne tous les producteurs intégrés de la région Ouest qui sont tous appelés à la *manifestation à 14 heures devant le Palais de Justice de Caen, le mercredi 31 octobre.*

Pour réclamer :
— Au GLP, le paiement des préjudices causés à ces éleveurs ;
— Pour tous les producteurs intégrés : *le droit de vivre de leur travail.*

*CLEI : Comité de liaison des éleveurs intégrés.
*GLP : Groupement laitier du Perche).

CLEI - Comité Blanvo
(Ille-et-Vilaine)
soutenu par Paysans-Travailleurs.

BLOC-NOTES

LE BIMENSUEL QUI DEVAIT SORTIR CETTE SEMAINE NE PARAITRA PAS. IL SORTIRA LA SEMAINE PROCHAINE.

TSIEN TCHE-HAO
DÉDICACERA SON LIVRE
« L'EMPIRE DU MILIEU RETROUVÉ »
LE 30 OCTOBRE A 17 HEURES
A LA LIBRAIRIE « LE PHÉNIX »

Communiqué de l'administration

En raison du week-end de la Toussaint, les quotidiens datés des 2 et 3 octobre ne sortiront pas.

APPEL POUR « *PROLÉTARIAT* »

Le prochain numéro de *Prolétariat* est prêt. Son sommaire, tout à fait riche, est le suivant :
— Éditorial : L'unification des marxistes-léninistes.
— Approche des disparités et mécanismes de division de la classe ouvrière.
— Quatre millions de prolétaires sans feu ni lieu.
— Le Parti et les classes à la campagne.
— Sécurité sociale : des cotisations en plus, des soins en moins.
— Le cinéma fantastique.
— Notes de lecture.

Pour sortir *Prolétariat*, l'imprimerie demande le règlement immédiat des livraisons. Or *Prolétariat* n'a plus d'argent en caisse. La revue ne peut donc paraitre tant que nous n'aurons pas réglé la facture.

L'ensemble des dettes dues à notre revue par les militants se monte à plus d'un million et cette somme, si nous l'avions, est suffisante pour sortir le numéro sous presse.

Aussi l'administration de la revue lance-t-elle un APPEL PRESSANT à tous les organismes du Parti, à tous les militants, à régler leurs dettes sans délai.

Il faut faire vite pour la sortie de ce numéro !

Le No 90 de La Faucille, organe du Parti communiste marxiste-léniniste, est parue.

AU sommaire de ce numéro, les lecteurs et camarades y trouveront notamment une enquête réalisée par Yannick DAGORN au Lude (Sarthe) sur l'affaire Verrechia. Verre-Chia est un gros arboriculteur propriétaire de 210 hectares qui veut s'agrandir encore en spoliant les petits paysans.

Vous pourrez ainsi lire deux pages sur le voyage de Giscard en Aquitaine et une lettre d'un lecteur de la Gironde. La page 8 est consacrée au patois et aux langues minoritaires dans notre pays.

Enfin, le prix du journal a baissé. Il redescend à 1,50 F le numéro suite à de nombreuses demandes de lecteurs qui trouvaient le prix trop élevé au regard des moyens financiers des lecteurs auxquels on veut s'adresser.

Un bon numéro à faire lire autour de vous.

Yves LEPIC

Prenez contact avec le
Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge
Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 — 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10
Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1979

FEMMES DE GREVISTES DE L'ALSTHOM-BELFORT

«Nous avons aussi notre mot à dire sur le conflit»

Il y a plus de la moitié des femmes qui ne travaillent pas. Pour elles, la question se pose de savoir comment prendre leur part à la lutte de classe dans notre pays. C'est difficile souvent qu'elles ne restent pas repliées sur les petites préoccupations journalières.

Nous publions aujourd'hui un entretien fait à Belfort, le 25 octobre, avec des femmes de grévistes de l'Alsthom. Elles ont décidé de prendre part à la lutte de leurs maris. Elles nous expliquent pourquoi et comment.

Claire MASSON : Vous êtes femmes de grévistes, vous vous êtes organisées pour prendre votre part à la lutte, est-ce que vous pouvez nous expliquer comment vous avez décidé de participer à votre façon à la grève de vos maris et comment vous avez mis en place votre action ?

— Au début, on était quatre à se connaitre, déjà.
— On en avait marre de rester à la maison, d'attendre les informations; on ne savait pas à quel moment les gars rentraient, tout ça...
— Alors on s'est retrouvées les quatre et on a décidé de s'occuper de l'usine. Au départ, c'était pour rompre l'isolement.
— Rompre l'isolement, c'était du fait du conflit, parce qu'à l'extérieur, on a des informations fausses : il y avait une demi-heure que l'occupation était votée, qu'on nous a dit que les CRS sont dans l'usine !
— Alors on s'est retrouvées les quatre, et on a discuté. On a fait une convocation pour essayer de toucher d'autres femmes.Cette convocation, on l'a portée à toutes les portes de l'usine, pour les piquets de grève.
— On a convoqué une réunion pour le lendemain.

On s'est retrouvées huit femmes à la maison, et il y avait des femmes grévistes de l'Alsthom. Nous, on parlait des femmes à la maison.

C.M. : Et dans les femmes qui participent à vos réunions et à vos actions, il y a des femmes qui travaillent en dehors de l'Alsthom aussi ? On ce sont toutes des femmes au foyer ?

— Principalement, ce sont des femmes au foyer ; elles sont plus disponibles. Nous faisons nos réunions l'après-midi alors... les femmes qui travaillent ne peuvent pas y venir.

Mais enfin, c'est quand même pas mal. Ça commence à être pas mal. Ça commence à prendre de l'ampleur.

C.M. : Vous êtes combien maintenant ?

— Quarante. Lundi, on s'est retrouvées à quarante, et mercredi après-midi, à la manif, on était un peu plus nombreuses derrière la banderole. Bien qu'il y ait des femmes qui sont d'accord avec notre action, avec nos actions et qui ont préférés rester avec leur mari.

C.M. : Et ça pose un problème pour les femmes qui ne travaillent pas, par exemple, de soutenir leur mari dans leur action, de s'insérer dans la vie sociale ?

— Bien sûr, on a souvent du mal à avoir des femmes...
— C'est-à-dire que les hommes ont du mal à nous accepter, et je ne sais pas si on va réussir véritablement à l'être, mais le principal c'est que nous, on ne se laisse pas décourager.
— Et puis, il y a beaucoup de femmes qui n'ont pas l'habitude et qui sont chez elles, et qui pensent à faire le ménage...
— Et puis, il y a des maris aussi qui disent *« bon, les femmes vous gardez les gosses, vous faites à manger, c'est encore bon ! »*. C'est malheureusement la mentalité de pas mal de travailleurs.

C.M. : Donc vous avez un rôle d'éducation aussi ?

— D'essayer de faire accepter principalement. D'ailleurs, suite à notre action de lundi 22 (NDLR : Les femmes ont occupé l'hôtel du Lion d'or où s'était réfugié le patron, action qui n'a pas été approuvée par l'intersyndicale d'Alsthom), on a eu des difficultés. On est allées au Lion d'or. On n'est pas allées occuper spécialement, on est allées avoir un entretien avec M. Dufour, le directeur de l'Alsthom-Belfort, on ne l'a pas eu, on a quand même eu un autre, et puis on a une petite discussion, petite, on ne peut pas dire grande, n'est-ce-pas ?... Brève et froide, de là les hommes sont arrivés, puis on est allées à la préfecture, la préfecture, c'était fermé, on nous a fermé la porte au nez, c'est le cas de le dire.

De là on ne s'est pas découragées, et on a réussi à avoir une entrevue avec M. le maire et M. Chevènement, puis à résoudre les problèmes qu'on a jugé qu'il fallait faire le plus vite possible. Pour satisfaire certaines personnes.

C.M. : Vous posez principalement les problèmes du soutien, ou les problèmes du conflit lui-même ?

— De toute manière, on a des difficultés qui faisaient partie du conflit, mais c'était surtout pour faire voir qu'on était là pour soutenir les gars.
— Oui, le soutien est principal.
— Mais les femmes ont aussi leur mot à dire dans ce conflit.

C.M. : Est-ce que de participer à la grève comme ça, ça vous fait mieux comprendre les problèmes de vos maris ?

— C'est certain.
— Oui, c'est sûr.
— Moi, je sais que jusqu'à présent je ne me suis pas inquiétée de ce que faisait mon mari, ni de ce qui se passait à l'intérieur de l'usine. Là je pense que c'était une bonne occasion pour participer et puis pour savoir un peu tout ce qui se passe ici. Parce que jusqu'à présent, ça faisait sept ans qu'il travaillait.
— Oui, quand ils rentrent à la maison, qu'on les sent bloqués, il est délégué, hein, maintenant je comprends. Parce que nous, femmes à la maison, notre unité, ça devrait se faire comme ça. Aussi bien l'unité syndicale que l'unité de tout le monde, ça devrait se faire comme ça. On croit que ça devrait se faire comme ça. Ça devrait, et puis ce n'est pas vrai. Il faut voir les conditions quand même.

— Ce n'est pas pour ça que la vie de famille est handicapée, il y a la participation tout en ayant notre petite vie de famille normalement.

C.M. : Et vos maris n'ont-ils pas opposé une résistance ? Ils sont contents ?

— Moi, je sais que personnellement, le mien est bien content. Avant il ne fallait pas qu'il me parle de ses problèmes. Je lui disais : « Bon écoute, maintenant tu es hors de l'Alsthom, on n'en parle plus ». Tandis que maintenant... il est satisfait de ça. C'est dommage d'ailleurs que beaucoup de femmes ne s'y mettent pas. On est contentes, on est satisfaites parce que ça commence à prendre une certaine efficacité...
— Et puis, même avant on était contentes, on ne peut pas conscientiser les gens, on ne peut pas « faire boire un mouton s'il n'a pas soif ! ». Et je pense que par là, ça conscientise beaucoup de femmes.

Ou bien des hommes qui peuvent aider leur femme et puis après, il y en aura davantage...

C.M. : J'ai entendu dire qu'il y avait eu des initiatives qui avaient été prises déjà, dans ce sens là, dans d'autres grèves de l'Alsthom ?

— Non, c'est la première fois. En 1968, on n'a pas vu ça. C'était une grève nationale... Non, non, c'est la première fois qu'une initiative de femmes au foyer existe dans les environs.

C.M. : Comment pensez-vous continuer dans les jours à venir ?

— On cherche. On a toujours cherché des formes d'action.
— De toute manière, il va y avoir des réunions encore, et ce n'est pas nous réunies ici qui déciderons. C'est toutes les femmes. Ce qu'on jugera bon de faire, on le fera.
— Dufour, il ne nous fait plus peur, maintenant. Vous pouvez y aller, on peut continuer, maintenant.

C.M. : Est-ce que vous prenez des initiatives entre vous pour vous aider : par exemple, garder les enfants ?

— En ce moment, pour les grévistes, les garderies sont gratuites, la municipalité l'a pris en charge. Mais on a posé la question à l'intersyndicale pour voir s'il n'est pas possible soit de faire une garderie dans l'usine même ou soit à côté.
— Ça concerne aussi les femmes dans l'usine, on va voir.
— On pourrait aussi poser le problème de la gratuité des crèches sur la ville si la garderie à l'intérieur de l'usine ne peut pas se faire. C'est un gros problème à résoudre.

C.M. : Oui, parce que finalement, le conflit de l'Alsthom touche une grande partie de la population (NDLR : 7 000 salariés sur 80 000 habitants environ)...

— Oui, il touche une grande partie de la population, car par exemple, mon mari travaille à l'Alsthom, et moi je travaille il faut que je fasse garder mes enfants, et sur le mois à venir, les frais de garde seront les mêmes que sur les autres mois... avec un seul salaire pour payer. Ça fait déjà un gros trou.